**On avance vers l’arrière**

Les tergiversations de l’ASSÉ quant au sommet sur l’enseignement supérieur sont étourdissantes et donnent la nausée. Le pôle prétendument combatif du mouvement étudiant se fait prendre au jeu de la concertation tout en maintenant le mirage d’une posture critique, sous forme de communiqués et de rapports internes. Participera, participera pas... Le sommet, bof, les rencontres préparatoires, OK ! On présente le processus comme une mascarade grotesque, mais on s’efforce de convaincre le gouvernement qu’il peut offrir la gratuité scolaire en coupant dans l’aide financière. Chaque personne qui y participe sait pertinemment qu’il ne s’agit que d’une banale représentation du débat public, un outil de contrôle servant à légitimer des politiques ancrées dans la reproduction des rapports sociaux de domination.

Mais on choisit de maintenir en vie le rituel, on prend le parti de faire semblant, un peu à l’image de la parade nuptiale des fous de Bassan, qui croisent le fer avant de copuler pour reproduire la colonie. On en fera une histoire de mauvaise foi et de sourde oreille, dans la continuité de la trame narrative aliénée développée pendant la grève, même après que les rats qui l’ont porté ont quitté le navire. La comparaison au rituel est juste puisque la stratégie suppose la prééminence des croyances, dans ce cas-ci aux principes les plus élémentaires de l’idéologie libérale, comme la représentation délibérative. Au lieu de combattre l’aliénation ambiante par l’éducation, l’échange d’information et la critique, on concentre les ressources militantes sur la production de rapports et de présentations PowerPoint destinées aux rencontres préparatoires et à se coordonner avec la campagne de relations publiques qui va avec. Il ne faudrait surtout pas confronter nos collègues de classe quant à leurs illusions de la démocratie. L’histoire n’intéresse personne de toute manière, ou si peu. Come on! Comme disait l’autre, flatter le peuple c’est commettre un crime.

On sort d’une grève longue et populeuse et on retrouve sensiblement le mouvement dans le même état où il l’était avant son déclenchement; à peine plus dynamique et toujours aussi confus et centralisé. Si le mouvement en est sorti victorieux comme on se plaît à nous dire, on sait reconnaître une victoire amère lorsqu’on en voit une: elle masque la violence d'une rentrée intensive, de conditions d'études dans lesquelles il est encore plus flagrant que l'apprentissage n'est qu'un prétexte à un diplôme monnayable et que face à la judiciarisation, l'épuisement émotif, physique, financier des militantes et militants, l'ASSÉ n'aura pas su faire preuve de la plus élémentaire solidarité en décriant tout cela. Et il n’est même plus clair que l’organisation d’un rapport de force permanent soit encore à l’ordre du jour. On recommence à zéro comme si rien n’avait eu lieu. On ne sait même pas si on sera en mesure de contrer l’indexation. Et la gauche du mouvement, s’il en est encore une, ne sait plus sur quel pied danser. Il en est même en son sein pour proposer la participation au sommet tout en le perturbant, comme on saboterait la cérémonie de son propre mariage après en avoir signé l’acte, en signe de protestation contre l’institution patriarcale. Comment en est-on arrivé-e là?

**Un syndicat comme les autres**

On aurait raison d’y voir le cours normal des choses: l’ASSÉ est un syndicat comme les autres. Elle a beau s’être dotée de principes d’action combatifs, elle s’est tout de même construite sur le modèle de représentation syndicale. Et comme eux, elle prend de l’ampleur et se complexifie, la division des tâches politiques devient de plus en plus spécialisée et concentrée entre les mains d’un groupe qui se distingue de par sa supposée expertise, construite sur pas grand-chose, ou par celle d’experts en sous-traitance. Avec de plus grands moyens se développe une bureaucratie, où se substitue à sa fonction de structure organisationnelle des luttes celle de représentation de ses membres. Les bureaucrates aspirent à traiter de nos conditions d’égal à égal avec le gouvernement et leurs intérêts se détachent de ceux des personnes représentées. Ils finissent par jouer un rôle semblable à celui d’un avocat d’une organisation quelconque. C’est surtout dans la séparation entre la direction et la base qu’elles sont en tous points pareilles, à la différence près qu’on a affaire à des bureaucrates en herbe, un club-école de la CSN ou de la FTQ comme se plaît à dire justement la droite étudiante. Puis la spécialisation du pouvoir engendre un spectacle où la prétention de la démocratie directe est un odieux mensonge et le syndicalisme de combat, une image de marque, incarnée en dossards. Dans un tel cadre, l’organisation syndicale en vient à exercer une régulation du haut vers le bas sur ce qui est stratégique ou pas, bien ou mal, désirable ou nuisible. Les éléments radicaux peuvent prendre leur trou s’ils savent attendre qu’on leur donne le feu vert avant d’organiser des actions. Pour ce qui est de la coordination, de l’externe, des communications, c’est pas touche sinon: exclusion, censure, violence ou décâlisse.

Cette intégration syndicale à la structure capitalisme n’est pas étrangère aux partis sociaux-démocrates, qui jouent une fonction particulière dans le processus. Les réformistes ne réforment rien seuls, ils récupèrent. Leur prétention à se présenter comme une alternative sérieuse, réaliste et raisonnable n’aboutit à rien en l’absence d’un rapport de force en faveur d’une transformation sociale. La classe dominante n'intervient que lorsqu’il y a une menace sérieuse au système de domination, pour maintenir les rapports de classe fondamentaux. Cela nécessite la permanence d’un contrôle des conflits, qui implique une intervention régulière sur les différents niveaux de la structure du système de domination, pour éviter qu’il ne s’effondre. De là la fonction historique du réformisme qui vise à désamorcer les révoltes et à convaincre les dominé-es qu’on peut aménager leurs conditions à l’intérieur du système, pour qu’il soit un peu plus acceptable.

Bref, les réformes ne sont rien d’autre que des concessions. Lorsqu’un mouvement social limite ses principes et ses buts pour paraître raisonnable et liché dans les médias, il n’échappera pas plus à la violence de l’État – on l’a subi en masse durant la grève – et risque de ne rien obtenir

du tout. Cela dit, on n’apporterait pas grand-chose de nouveau à la réflexion publique si on évitait de traiter du processus d’intégration concret de l’ASSÉ. On a déjà retracé par le passé son origine depuis la naissance du concertationnisme dans le mouvement étudiant, avec l’élection du PQ. On l’a également fait à partir de la naissance de l’ASSÉ puis à partir de la naissance d’un front concertationniste en son sein, en 2005.[[1]](#footnote-1)

Rappelons simplement qu’en 2005, des militants qui sont aujourd’hui pour la plupart chercheurs à l’IRIS ou occupant un poste au sein de Québec solidaire avaient produit quatre constats de neuf propositions pour l’ASSÉ, que je reproduis ici:

* + L’ASSÉ doit revoir son interprétation de la diversité des tactiques;
	+ Rompre avec une culture de suspicion, de sectarisme et de dogmatisme;
	+ Reconnaître le droit à la dissidence et l’expression de points de vue pluriels en son sein;
	+ Réviser sa stratégie de communication et de relations avec les médias;
	+ Modifier les statuts de son congrès et de son exécutif national;
	+ Doit définir des objectifs politiques clairs, à court, moyen et long terme, ainsi que des stratégies et des tactiques pour y parvenir;
	+ Assurer la production de documentation, de recherches et de données sérieuses et scientifiques utilisables dans toutes ses interventions auprès des membres, des médias et de la population;
	+ Supporter la création d’alternatives aux partis politiques néolibéraux à tous les paliers gouvernementaux;
	+ La démonisation publique des fédérations étudiantes adverses n’est pas constructive;

Cette série de recommandations constituera la base de l’agenda politique poussé par l’aile concertationniste au sein de l’ASSÉ. Voyons cela de plus près.

**Losing game**

Cette tendance est passée de minoritaire à majoritaire dans la période de préparation de la grève.[[2]](#footnote-2) Et cela ne s’est pas fait tout seul. Il fallait se lever tôt pour en venir à bout et les plus ambitieux l’ont compris. Ses tenants ont pris l’initiative d'entamer la préparation de la grève dès 2009 pour avoir une longueur d’avance. Ils se sont organisés de manière à ce qu’ils prennent le contrôle sur plusieurs fonctions exécutives, dont les communications, les relations externes et la coordination générale. S’ils ont rencontré une résistance sur leur gauche de prime abord, ils ont su s’adapter pour contourner le problème. Voyons ça de plus près.

*L’externe : les grands regroupements*

C’est avec la création de la Coalition contre la privatisation et la tarification qu’on a vu les premiers signes de ce *takeover*. Au printemps 2009, le congrès avait donné le mandat à l’exécutif national de prendre contact avec les groupes ayant signé le manifeste contre la privatisation des services publics, dans le but d’organiser conjointement une manifestation. À l’automne de la même année, on se retrouvait devant le fait accompli: un membre de l’exécutif avait tissé des liens avec les membres de Québec Solidaire (QS) occupant une fonction salariée dans les syndicats et groupes communautaires afin de fonder une coalition, à laquelle il ne restait plus qu’à adhérer. Ce qui peut sembler banal aujourd’hui constituait l’axe stratégique principal pour préparer le terrain à une éventuelle lutte. Et ce n’était pas sans poser de problème. La plupart de ces organismes n’avaient plus de base militante active et étaient pilotés par une permanence salariée mettant de plus en plus la mobilisation au rancart, l’éducation populaire et la démocratie directe. Le plan d’action étudiant s’est ainsi retrouvé à la remorque de celui du grand regroupement plutôt que de dépendre des assemblées générales et des comités de mobilisation locaux. L’accent n’était pas mis sur le dynamisme de la base et son organisation, engendrant un cercle vicieux : plus l’action des grands regroupements se fait en rupture avec la base et plus le plan d’action de l’ASSÉ est calqué sur celui de ces regroupements, moins les étudiants et étudiantes ont envie et besoin de prendre part à l’élaboration du plan étudiant, et ainsi de suite. La même logique a été appliquée quant à la Marche mondiale des femmes, non sans heurts[[3]](#footnote-3). On constate que ces orientations sont en concordance directe avec les positions du comité de coordination nationale de QS et de Gauche socialiste, collectif de QS

*La fin des débats de fonds*

Un autre moment marquant de cette période a été celui du débat sur la rémunération des membres de l’exécutif national. Pour la mise en place de cette coalition et son maintien, un membre de l’exécutif devait s’y consacrer à temps plein. La tâche pouvait paraître lourde pour des bénévoles qui devaient en même temps trouver des ressources pour combler leurs besoins primaires. Ils ont donc entrepris des démarches pour aller chercher des subventions auprès du programme de bourses pour permanents élus de l’Aide financière aux études. Le débat a été lancé par Alexandre Leduc, actuellement candidat au poste de “porte-parole” (chef) de QS, dans un texte pourri où il se la jouait *has-been* et confondait une critique articulée de la bureaucratisation du syndicalisme actuel avec une méconnaissance de la réalité syndicale: c’est dire à qu’elle point il a intégré comme allant de soi, des modes de fonctionnement aliénés qui pourtant, sont facilement dépassables. La réponse de la gauche, qui y était ardemment opposée, a été beaucoup plus articulée[[4]](#footnote-4) et le projet a vite été abandonné. C’en sont suivis les premiers “chaisages”[[5]](#footnote-5) de l’histoire de l’ASSÉ, directement dans leur camp, en lien avec une histoire de menaces et de relations de travail houleuses entre la permanence et le secrétaire à la coordination, Christian Pépin. Les éléments réformistes ont sans doute dès lors pris conscience de la fragilité de leur position. Les débats ouverts les désavantageant, il n’y en a pas eu d’autres. À la manière du militaire romain Fabius Cunctator (dit le Temporisateur) qui se refusait à toute bataille directe contre Hannibal, espérant l'épuiser ainsi par la fuite sur plusieurs années, l’exécutif a repoussé la tenue d’un congrès d’orientation encore et encore, jusqu’en mars 2013, au moins deux ans trop tard. Celui-ci était pourtant réclamé par plusieurs et toute question sujette à débat était mise en dépôt en vue d’y être reprise. C’était d’ailleurs une époque de grandes remises en question des principes et mécanismes féministes à l’ASSÉ et d’importants débats devaient avoir lieu. Quelques textes de réflexions commençaient à être produits quant à la préparation de la grève par différentes tendances politiques[[6]](#footnote-6). C’était avant la grève, à l’époque où il y avait quelque chose en préparation à orienter, qu’un tel congrès avait sa pertinence.[[7]](#footnote-7) Mais bref, les réformistes gagnaient ainsi du temps pour mettre en pratique leur agenda.

*Les communications: le pion qui passe bien à la télé*

L’arrivée de Gabriel Nadeau-Dubois à titre de secrétaire aux communications dans l’exécutif composé de trois membres dont Philippe Éthier, attaché politique de Manon Massé aux dernières élections, et Élise Carrier-Martin est un moment important en soi.[[8]](#footnote-8) Dès son arrivée en poste, le secrétaire aux comm. entreprend de monopoliser la fonction de porte-parole et multiplie les communiqués et interventions publiques. Son discours et ses interventions médiatiques sont majoritairement gérés par l’IRIS et débordent souvent des positions de l’ASSÉ en plus de faire fi des principes de bases du syndicalisme de combat, devenus accessoires malgré qu’ils soient inscrits dans les principes de base de l’ASSÉ. On commence à considérer sa présence dans les médias comme une stratégie de mobilisation de première importance et ça devient contagieux. Comme l'indique un texte fondateur de l'ASSÉ, dans une démarche de syndicalisme de combat, la principale source de diffusion d’information sur les enjeux de l'éducation se fait par les voies de communication «alternatives et autonomes aux médias de masse et aux organes d’information de l’administration», c’est-à-dire par des médias contrôlés par les étudiant-es en lutte (journal étudiant, tract, affiche)[[9]](#footnote-9). Profitant de toutes les “brèches” pour se faire voir et entendre, la stratégie médias consiste rapidement à construire la personnification du mouvement. Pour stopper cette tendance, qui devenait gênante pour une organisation aux principes féministes, le congrès avait tranché en faveur de "l'application du principe de parité hommes-femmes dans le choix des porte-parole de l'ASSÉ en privilégiant la participation des militantes des associations locales".[[10]](#footnote-10) Or, quatre mois plus tard et jusqu'à la fin de l’automne suivant, Gabriel Nadeau-Dubois était encore l'unique porte-parole. Il faut dire que le comité médias défendait ardemment de ne désigner qu'un seul porte-parole "parce que c'est de même que ça marche les médias". L'exécutif défendait ainsi le non-respect du mandat :

"Toutefois, force est d'admettre que l'exécutif a ressenti un malaise profond suite à l'adoption au Congrès de décembre d'un mandat stipulant que les porte-parole devaient être recrutées en rotation dans les associations étudiantes locales, et a eu passablement de difficulté à l'appliquer. Trouver, à chaque fois, une porte-parole différente dans une association étudiante locale est un objectif difficile à atteindre pour les raisons identifiées plus tôt, et par la nature même des médias contemporains. L'an prochain, alors que les actions et les sorties de presse de l'ASSÉ se multiplieront, il nous semble fondamental pour l'ASSÉ d'identifier clairement ces porte-paroles dès le début de la campagne : un porte-parole homme et une porte-parole femme, qui pourront être profondément formé-e-s afin de faire face à la tempête médiatique de l'an prochain. Selon nous, il en va de l'efficacité et de la visibilité médiatique de l'ASSÉ."[[11]](#footnote-11)

Pendant ce temps, le comité médias a continué à marteler qu'il fallait un porte-parole, jusqu'à ce qu'il choisisse lui-même une nouvelle porte-parole, et se mette à marteler qu'il fallait deux porte-parole pas plus, "parce que c'est de même que ça marche les médias". Il n’y avait plus grand-chose à faire rendu là. La stratégie de communication avec la base priorisait les moyens aliénés, avançant que les étudiant-es consultent La Presse ou LCN avant d’aller en assemblée générale. On n’accordait plus la moindre importance aux rapports de proximité et à la circulation sur les campus comme un terrain de communication souhaitable, alors qu’il permet un contrôle autonome de l'information diffusée.

*La coordination générale comme outil de régulation interne*

Les différents changements exposés jusqu’ici ne faisaient pas l’affaire de tout le monde et créaient certaines dissonances. On a pu assister à la marginalisation grandissante des délégations d’associations étudiantes dissidentes qui étaient davantage attachées au syndicalisme de combat et soucieuses de créer un véritable rapport de force et d’alimenter un débat au sein de leur campus. Les délégué-es de ces associations arrivaient en congrès avec des positions différentes de celles de l’exécutif et ça ne faisait pas l’affaire de celui-ci. Je vais limiter à raconter ici une anecdote qui illustre bien cette tendance. Au cégep Marie-Victorin, des discussions au sein du comité de mobilisation avaient mené à la formulation d’une proposition par la suite adoptée en AG concernant l’abolition de la contribution parentale aux études dans le calcul de l’AFE. On voulait en faire une revendication de grève qui rallierait les étudiant-es des techniques puisqu’elle avait une incidence directe sur leurs conditions matérielles de vie. Elle a été apportée une première fois au congrès de l’ASSÉ et aucune association ne l’a appuyée, ne permettant même pas à la délégation de l’expliquer. Elle a par la suite été proposée et adoptée lors d’une AG portant sur l’élaboration du plan d’action sur la campagne de grève au cégep du Vieux-Montréal, puis au cégep de Maisonneuve. Des membres de la SOGEECOM avaient d’ailleurs approfondi la question et préparé un court texte d’explication. Des militantes du comité femmes avaient fait de même en avançant que cette revendication s’attaquait directement à une disposition patriarcale de l’AFE qui contraint des jeunes à maintenir un lien de contrôle économique de la part de la famille ou les pousse à se marier.

La proposition a toutefois été rejetée à l’AFESH-UQAM et au cégep St-Laurent et l’exécutif de l’ASSÉ avait émis un avis selon lequel cette revendication paraissait trop coûteuse pour le gouvernement et que le mouvement passerait pour déraisonnable. Une fois en congrès, on rapporte que l’exécutif a fait pression pour inciter les délégations du SECMV et de la SOGEECOM à ne pas en faire la proposition en congrès puisqu’elle ne serait pas adoptée de toute manière. Les discussions d’un caucus non-mixte cégep/université sont également allées en ce sens et la proposition n’a jamais eu lieu. Ces deux délégations avaient pourtant le mandat de le faire et le rôle de l’exécutif aurait dû être de les aider à le remplir. Mais non, semble-t-il que c’était à rejeter du revers de la main puisque ça ne faisait pas partie du plan savamment élaboré par l’exécutif, sous les bons conseils de l’IRIS. C’est ainsi que la moindre vitalité de la base dans une poignée de campus a été écrasée. L’AGECVM a elle aussi fait l’objet de marginalisation lorsque des positions concernant la stratégie médias et l’autonomie vis-à-vis des partis politiques avaient été adoptées dans leur AG. Et que dire du comité femmes qui, jusqu’à la démission en bloc de ses déléguées, a subi une forte régulation.[[12]](#footnote-12)

*Résultats*

C’est dans ce contexte qu’est créée la CLASSE. Il ne faut pas s’étonner de ce qui a suivi, qu’on pense à la dissociation et à la dénonciation constante des actions de perturbation par un comité qui faisait à sa tête; à la signature d’une entente de principe inacceptable par la CLASSE aux côtés des fédérations étudiantes, avec la complicité des grandes centrales; à l’absence de position sur les élections le moment venu; et aujourd’hui la confusion entourant le sommet. On ne s’étonnera pas non plus de la désertion des comités au national pendant et après la grève, à la très faible quantité de conseils de grève sur les campus, à l’absence de textes de réflexion de comités d’associations étudiantes, à la mobilisation de ressources pour le procès ridicule de Gabriel-Nadeau quand plusieurs s’étouffent avec leur pile de tickets et d’accusations criminelles pas glamour pantoute.

**Regarder la défaite en face**

Comprenons-nous bien: je ne reprocherai certainement pas à l’aile droite de l’ASSÉ de s’être organisée pour défendre ses intérêts et façons de faire. Je les blâme toutefois d’avoir fui le débat, et d’avoir choisi le contrôle sur des fonctions exécutives pour imposer leurs vues et objectifs, en rupture avec les principes et positions historiques de l’organisation; bref d’avoir brisé le compromis entre les différentes tendances, celui du syndicalisme de combat. C’est nuisible à l’excès puisque ça évacue toute possibilité pour la gauche radicale d’entreprendre un travail politique satisfaisant, ne pouvant d’aucune façon compter sur le syndicat pour que se coordonnent entre eux les différentes associations, comités de mobilisation et autres éléments combatifs du mouvement, du bas vers le haut.

Du côté de l’aile gauche, il y a de sérieuses questions à se poser en terme d’organisation. Il n’y a pas de fatalité: ce n’est pas un pur hasard si le concertationnisme à la sauce QS est devenu majoritaire à l’ASSÉ. Les tendances ne descendent pas un jour du ciel platonicien des idées pour s’installer confortablement dans un mouvement. Bien sûr, certaines ont davantage de facilité à s’installer puisqu’elles s’appuient sur l’aliénation ambiante. Mais pour les défendre, elles impliquent un certain degré d’organisation.

Dans le cas qui nous concerne, elle n’a pas rencontré sur son chemin une opposition massive. Puisque de manière générale la gauche a abandonné le travail d’organisation et de diffusion d’idées dans les différents milieux, pour se concentrer principalement sur l’organisation d’actions de perturbation ou “dérangeantes”, comme on le dit de plus en plus maintenant dans les milieux réfos. Ce sont particulièrement les éléments qui s’étaient organisés au sein du RAGE post-G20 qui sont devenus le groupe sous-traitant pour les actions. C’est la fonction que les réformistes leur ont laissée, prenant le soin de se donner la possibilité de dissocier le syndicat lorsqu’ils le jugeaient propice, comme lors du congrès libéral à Victoriaville. En se cantonnant dans ce rôle, et en acceptant d'être identifié-es comme tel par l'exécutif national, ils et elles sont devenu-es les ''spécialistes'' de l'organisation d'actions.

Même les éléments les plus radicaux qui se sont organisés sur des bases autonomes n’ont pas su dépasser le cadre de cette fonction, débordant au mieux du spectre d’actions considérées acceptables pour les bureaucrates. L’importance de leur contribution se trouve dans le maintien d’une tradition d'action directe qui sous-tend - pas explicitement, et c'est bien là le problème - une vision conflictuelle des rapports sociaux dans laquelle les actrices et acteurs sont amenés à prendre en main par elles et eux-mêmes les tenants et les aboutissants de leur lutte. Mais ils et elles ont pour plusieurs déserté les AG et ne se sont pas aventuré-es sur le terrain de l’organisation de conseils de grève ouverts, où leurs expériences et conceptions de la lutte, leur compréhension du capitalisme et des mécanismes d’oppression auraient été des plus bénéfiques pour une base plus large. Bref, ils n’ont pas su contribuer à ce que la base étudiante prenne en charge l’ensemble des dimensions de la lutte, en opposition à quiconque voulait en prendre direction pour des fins électorales ou autres.

C’est pourtant ce qu’il y a de plus important dans les luttes réformistes. Dans une perspective révolutionnaire, c’est la prise en charge de la lutte dans sa totalité par la base qui développe chez elle la conscience et la volonté d’émancipation. Cela permet le passage d’une lutte pour l’amélioration des conditions matérielles de vie, contre l’exploitation, à une lutte contre l’oppression, contre toutes les institutions qui consolident et maintiennent les rapports de domination. Les organisations que l’on construit pour lutter deviennent les possibilités d’organiser la société autrement. La mise en terre du capitalisme et du patriarcat implique l’abolition du salariat et de la famille, mais il faut que se soient préalablement développées des structures et cultures en mouvement où les individus ont la capacité de combattre toute forme d’oppression. Je ne m’adresse ici pas à celles et ceux pour qui l’intégration au capitalisme représente un objectif, pour qui la gratuité scolaire constitue un idéal. Je m’adresse à toute personne qui aspire à mieux, qui combat la domination sexuelle, raciale, ethnique, de classe.

**À la guerre comme à la guerre**

Puisque l’ASSÉ devient à QS ce que les fédérations sont aux PQ, il importe d’agir. Certaines personnes préconisent de réinvestir les structures syndicales. Ce n’est pas mon cas. Lorsque les limites organisationnelles et les rapports de domination sont à ce point flagrants, il est préférable de ne pas emprunter dans la voie d’un éternel recommencement. Je n’ai pas la prétention de pouvoir formuler des solutions toutes faites, mais je pense qu’il est nécessaire de lancer des pistes à envisager. J’encourage toute personne insatisfaite de la condition actuelle du mouvement à faire de même.

La grève aura tout de même donné lieu à d’importants dépassements de la direction du mouvement par sa base. Je réfère ici à la résistance aux injonctions, au rejet quasi général de l’entente de principe signée odieusement par la CLASSE et à la réaction populaire suite à l’adoption de la loi spéciale. C’est à ces moments précis qu’on a pu percevoir l’évolution des consciences engendrée par la lutte. Le potentiel de ce mouvement était palpable. Prenons l’exemple de l’injonction à l’UQO. Réunies à 6h du matin dans un parc avoisinant l’université, c’est environ 300 personnes d’âges variés qui ont décidé d’aller occuper l’aile d’un pavillon, au risque d’une forte répression. Ils et elles ont tenu le coup, obligeant la direction de l’établissement à se rendre en cour sur-le-champ pour réclamer le retrait de l’injonction. Situation curieuse puisque quelques semaines auparavant, les grévistes de l’Outaouais étaient mal à l’aise à l’idée de bloquer le trafic lors d’une manifestation. Or, il se trouve que dès le début de la grève, les éléments les plus radicaux avaient oeuvré à mettre sur pied un conseil de grève autonome qui a pris en charge l’entière coordination de la grève. Le comité était ouvert et se réunissait sur une base quotidienne pour faire le bilan de la journée et élaborer un plan pour le lendemain. Les tâches étaient divisées à la pièce et en alternance entre les personnes. Il a été le lieu de débat sur la collaboration avec la police, sur l’indépendance vis-à-vis des partis politiques, sur la violence et la perturbation. Il est certain que l’expérience a été frustrante à plusieurs égards pour les radicales et radicaux, qui se confrontaient à des considérations qu’ils et elles percevaient comme aliénées, et à des dynamiques de pouvoir inacceptables. Reste que le conseil a servi de catalyseur pour la radicalisation de cette base.

Ce type d’organisation a l’avantage de supprimer la séparation traditionnelle entre les décisions et leur exécution, entre la base et la direction. C’est l’application de la démocratie directe *all the way*. Elle rend beaucoup plus difficile la direction par des individus et favorise radicalement la participation. À l'échelle d’un mouvement, le respect du principe de délégation est beaucoup plus fiable et l’aliénation de toute personne participante y est en déclin.

À ce sujet, un comité semblable a été créé par les étudiantes de travail social à l’UQAM. L’une d’entre elles m’a exposé que les gens de son programme qui ont participé à la grève en ne se pointant que dans les grosses manifs sont aujourd’hui pour la participation au sommet, alors que les gens qui ont réfléchi ensemble tout au long de la lutte trouvent que ça ne fait aucun sens. Le fossé qui s'est créé entre les deux semble irréconciliable. C’est à son avis exactement ça qui fait qu'on recommence presqu’à zéro aujourd’hui, analyse que je partage. Les stratégies concertationnistes auront installé un peu partout les bases d’un recul de la combativité et il importe d’y remédier.

À la gauche du mouvement, je suggère la mise en commun des efforts pour multiplier de tels comités autonomes et de les mettre en réseau, pour échanger de l’information et permettre une coordination entre eux. Et pour éviter de frapper le mur qu’ont atteints les conseils ouvriers et comités d’entreprises dans les années 1970, il importe de continuer la critique des syndicats, d’articuler, de diffuser et de confronter des idées en faveur de l’évolution positive du mouvement et d’une transformation d’ensemble de la société.[[13]](#footnote-13) Nous ne serons que mieux préparé-es à ce qui nous attend pour s’organiser dans nos milieux de travail.

Étienne Simard, étudiant en techniques de la documentation au Collège de Maisonneuve

1. Voir les textes de Force étudiante critique intitulés “Sur les traces de la collaboration” et “Précisions sur les bases préliminaires”. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour connaître ce qui s’est passé entre 2005 et 2009, voir le texte de Force étudiante critique intitulé “Bases préliminaires pour une grève générale victorieuse”. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir à cet effet l’article intitulé “La Marche Mondiale des Femmes : quelle place pour les étudiantes?”, dans l’Ultimatum de mars 2011, dont la première censure est en partie à l’origine de Force étudiante critique. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir à partir de la page 19 le texte d’Alexandre Leduc et d’un collectif <http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%20Congres%2027%20et%2028%20fevrier%202010.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
5. Expression qui signifie que les résultats du vote des délégué-es en congrès sur la candidature d’une personne laisse le poste vacant. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir par exemple les textes de ce cahier de congrès: <http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%20congres%204%20decembre%202010.pdf> [↑](#footnote-ref-6)
7. De s’être faits dire ces derniers temps par Alain Savard que c’est maintenant le temps de produire des textes pis qu’on n’a pas d’excuse a quelque chose d’insultant, alors que le découragement, l'épuisement, le sentiment d'instrumentalisation, la judiciarisation, etc. ont fini d'écarter des milieux où s'organise l'ASSÉ les militant-e-s les plus critiques de ses nouvelles pratiques. Cette critique n'en sera donc que mieux récupérée, revirée à toutes les sauces. Savard est d’ailleurs pas pire pour tirer des conclusions servant la stratégie déjà élaborée par la clique, qui s’apparentent en fait pas mal à ce qu'est la politique de l'État durant ce Sommet... [↑](#footnote-ref-7)
8. Il y aurait tant à dire sur les deux mandats des exécutifs de 2010 à 2011. C’est la période où j’ai vu le plus d’écoeuranteries dans les hautes sphères de l’organisation. Rien que de les énumérer prendrait des pages et des pages. Je devrai me résigner à les conserver pour une prochaine fois. [↑](#footnote-ref-8)
9. <http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article1743&lang=fr#4.3> [↑](#footnote-ref-9)
10. <http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%20preliminaire%20du%20Congres%20annuel%202011-MAJFINALE.pdf> [↑](#footnote-ref-10)
11. <http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/cahiers/Cahier%20preliminaire%20du%20Congres%20annuel%202011-MAJFINALE.pdf> [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir à cet effet le document fait par un collègue, rassemblant toutes les lettres à propos du comité femmes autour de sa démission en bloc: lettres de démission, bilan critique annuel du comité, tensions à l’égard de la division du travail féministe: <http://myreader.toile-libre.org/Lettresdedemissions_echanges_bilanannuel.pdf> [↑](#footnote-ref-12)
13. À ce sujet, je vous invite à lire le texte de cet ex-militant du groupe Information et correspondances ouvrières, sur les conflits entre celui-ci et l’International situationniste: <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1025> [↑](#footnote-ref-13)